



Ville de Parentis-en-Born

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**COMMUNE DE PARENTIS-EN-BORN**

**Dossier de Consultation des Entreprises  
Marché n°2025-05**

**Travaux de requalification de la cour d'école  
maternelle Françoise Dolto**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**1.1.**

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

### Maître de l'ouvrage

Commune de PARENTIS-EN-BORN

### Objet du marché

Travaux de requalification de la cour d'école maternelle Françoise Dolto

### Remise des offres

Date limite de réception : Jeudi 17 Avril 2025

Heure limite de réception : 17h00

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>: OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>: CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2-1.	ÉTENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION.	4
2-2.	MAITRISE D'ŒUVRE.	4
2-3.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.	4
2-4.	SOLUTIONS DE BASE.	5
2-5.	VARIANTES TECHNIQUES FACULTATIVES.	5
2-6.	VARIANTES TECHNIQUES OBLIGATOIRES.	5
2-7.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).	5
2-8.	MODE DE REGLEMENT.	5
2-9.	DELAI D'EXECUTION.	5
2-10.	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.	6
2-11.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.	6
2-12.	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS.	6
2-13.	MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE.	6
2-14.	CONFIDENTIALITE.	6
2-15.	MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA PROPRETE EN SITE URBAIN.	6
<b>ARTICLE 3</b>	<b>: PRESENTATION DES OFFRES</b>	<b>7</b>
3-1.	OFFRE.	7
3.2.	UN PROJET DE MARCHE COMPRENANT :	8
3.3.	UN MEMOIRE JUSTIFICATIF DES DISPOSITIONS QUE LE CANDIDAT SE PROPOSE D'ADOPTER POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX.	8
<b>ARTICLE 4</b>	<b>: JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>: COMPOSITION DU DOSSIER</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 6:</b>	<b>CONDITIONS DE RETRAIT DES DOSSIERS</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7:</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>: SUITE A DONNER A LA CONSULTATION</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>: RECOURS</b>	<b>13</b>

## ARTICLE 1: OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de requalification de la cour d'école maternelle Françoise Dolto sur la commune de PARENTIS-EN-BORN.

## ARTICLE 2: CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2-1. Étendue et mode de la consultation.

Le présent marché est régi par le Code de la commande publique, lequel est composé d'une part de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code et, d'autre part, du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code.

Le présent marché est un marché de travaux, passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la commande publique. Elle est lancée sans variante.

Modalités d'attribution : entreprise(s) séparée(s) ou groupée(s).

Conformément à l'article R2142-22 du Code de la Commande Publique, pour la bonne exécution de ce marché, la forme de groupement imposée, après attribution, sera le groupement solidaire.

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

- Négociation : le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier ou non à l'issue de l'analyse des offres, sans être tenu d'en informer l'ensemble des candidats. En cas de recours à la négociation, cette dernière sera organisée exclusivement avec, au minimum, les 3 candidats arrivés en tête du classement établi à l'issue de l'analyse initiale des offres. Cette négociation sera effectuée par mail ou sur rendez-vous.

### 2-2. Maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

La SCOP ARL B.E.R.C.A.T.  
109, rue de la Croix de Monjous  
33170 GRADIGNAN

### 2-3. Décomposition en tranches et en lots.

Le marché est constitué d'un seul lot et d'une seule tranche de travaux.

Le marché est constitué d'une seule tranche de travaux. Le présent marché n'est pas un marché à tranche optionnelles au sens des articles R.2113-4 et R.2113-5 du code de la commande publique. Les prestations ne sont pas décomposées en phases techniques.

Le marché sera conclu selon l'offre qui sera retenue :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entrepreneurs individuels ou groupés solidaires.

#### 2-4. Solutions de base.

Celle-ci doit être acceptée comme précisée dans le CCTP et la DPGF sans modification ou variante.

#### 2-5. Variantes techniques facultatives.

Les variantes techniques facultatives ne sont pas autorisées.

La modification des quantités dans la DPGF sera considérée comme variante technique.

#### 2-6. Variantes techniques obligatoires.

Sans objet.

#### 2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

Sans objet.

#### 2-8. Mode de règlement.

Retenue de garantie : 5 %.

Versement d'une avance : selon les conditions et modalités prévues au CCAP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisables.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Paiement par acomptes mensuels.

Cession ou nantissement des créances : conformément à l'article R2191-46 du Code de la Commande Publique, le candidat doit, s'il le désire, demander une copie de l'original du marché revêtu d'une mention, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou le certificat de cessibilité. Pour ce faire, il pourra renseigner la rubrique dédiée dans l'acte d'engagement.

#### 2-9. Délai d'exécution.

Le délai d'exécution des travaux est laissé à l'initiative des candidats qui devront le préciser dans l'Acte d'Engagement. Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution, sa durée est de 14 jours calendaires maximum qui est comprise dans le délai d'exécution. Cette période sera clairement identifiée par le candidat dans le planning de son offre.

**Les travaux devront commencer au 07/07/2025 et être terminés impérativement avant le 29/08/2025.**

Chaque candidat proposera un délai d'exécution et l'annexera à son offre. L'absence de cette précision vaudra une pénalisation au niveau de la notation de l'offre (critère retenu dans le jugement de ces dernières).

Chaque phase sera lancée et suspendue par des OS spécifiques.

#### 2-10. Modifications de détail au dossier de consultation.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition présente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 2-11. Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### 2-12. Propriété intellectuelle des projets.

Le présent projet est propriété intellectuelle de son concepteur, la SCOP ARL BERCAT.

#### 2-13. Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.

**2-13-1.** Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

#### **2-13-2.** Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

En conséquence, les entreprises seront tenues notamment de remettre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

L'entrepreneur mettra en place tous les dispositifs conformes aux prescriptions en cours de validité nécessaires pour que les employés se protègent du COVID19. L'ensemble sera conforme au guide de bonnes pratiques de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP).

#### 2-14. Confidentialité.

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

Il n'est pas prévu de mesures de sécurité suivant l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

#### 2-15. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.

Aucune stipulation particulière.

## ARTICLE 3: PRESENTATION DES OFFRES

Aucun cautionnement ne sera demandé aux candidats.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

L'acte d'engagement sera complété suivant les commentaires joints à ce document.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise sous quelque forme juridique.

### 3-1. Offre.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### 3-1-1. Pièces constituant la candidature

**Pièce 1 :** lettre de candidature ou DC1 (à télécharger gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) ou DUME ;

**Pièce 2 :** déclaration du candidat ou DC2 (à télécharger gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) ou DUME ;

**Pièce 3 :** déclaration appropriée de banques ou une preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

**Pièce 4 :** Certifications et qualification professionnelles en adéquation avec la nature des travaux ;

**Pièce 5 :** Moyens humains et qualification du personnel en adéquation avec la nature des travaux ;

**Pièce 6 :** Moyens techniques de l'entreprise en adéquation avec la nature des travaux ;

**Pièce 7 :** la liste des principales fournitures et services effectués au cours des 3 dernières années

**Pièce 8 :** déclaration relative au chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

**Pièce 9 :** Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

**DUME :** conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'article R2143-4 du code précité dispose que le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des éléments à produire à l'article R2143-3.

En ce qui concerne les conditions de participation, l'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME devra être rédigé en français.

Vous pourrez créer votre DUME sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

Il est à noter que les documents suivants seront réclamés à l'attributaire du marché avant la notification du marché, à savoir :

- La déclaration du candidat relative à la lutte contre le travail dissimulé ou les pièces prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code de travail ou NOTI 1
  - Son numéro unique d'identification.
  - Un certificat délivré par les Administrations ou Organismes compétents en matière fiscale et sociale prouvant que le candidat a acquitté ses impôts et taxes.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements

**TOUTEFOIS, IL EST SOUHAITABLE QUE CES DOCUMENTS SOIENT ADRESSES  
AVEC LES PIECES DE LA CANDIDATURE, AFIN DE DIMINUER LES DELAIS DE  
PROCEDURE**

3.2. Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché ; cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), cahier ci-joint à accepter sans modification et dûment signé ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), cahiers ci-joints à accepter sans modification et dûment signé pour chaque lot ;
- La DPGF à renseigner et dûment signée pour chaque lot ;
- La Charte Chantier Propre, à accepter sans modification et dûment signée.

3.3. Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

A ce document seront joints des documents explicatifs, notamment :

- Une note décrivant l'entreprise, les moyens humains et matériels, les certifications (Labels, etc,...) et des références similaires sur les 5 dernières années ;
- Une note illustrée concernant la méthodologie, les procédés, les moyens d'exécution et le plan d'assurance qualité envisagés ;
- Une note indiquant les mesures prévues pour assurer la protection de l'environnement et le plan de gestion des déchets ;
- Une note concernant la provenance de toutes les fournitures, les références des fournisseurs correspondants ainsi que la fiche technique de toutes les fournitures ;



- Un planning détaillé avec le phasage, les ressources humaines et matérielles affectées pour la bonne exécution de ce chantier et le respect du délai contractuel.

## ARTICLE 4: JUGEMENT DES OFFRES

### Recevabilité des candidatures :

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R. 2144-7 du Code de la Commande Publique.

Seront éliminées les entreprises dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires et dont les références et capacités professionnelles, techniques et financières paraissent insuffisantes au vu des pièces du dossier de candidature énumérées dans le présent règlement de consultation.

Les critères intervenant sur l'appréciation des candidatures sont :

- Capacités professionnelles ;
- Garanties et capacités techniques et financières.

Seront admis les candidats justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières, notamment dans les domaines de compétences relatifs à l'objet du marché.

Pour l'appréciation des compétences requises pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur prendra en compte, le cas échéant, les capacités professionnelles, techniques et financières des autres opérateurs économiques sur lesquels le candidat s'appuie pour présenter sa candidature, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre le candidat et ces opérateurs (groupement, sous-traitance ou autre).

### Critères de jugement des offres :

L'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R 2143-2 du Code de la Commande Publique sont régulières, acceptables et appropriées.

**Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

**Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

**Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Les offres devront être compatibles aux prescriptions des CCAP et CCTP. Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R 2152-12 du Code de la Commande Publique sur la base des critères ci-dessous énoncés et en fonction de la pondération respective qui leur a été attribuée, le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économique la plus avantageuse.

Conformément aux articles R2152-1 à R2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur pourra (faculté) autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié à la condition qu'elle(s) ne soi(en)t pas anormalement basses.

Il portera sur l'ensemble des travaux.

Le marché sera attribué à l'entreprise présentant l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de pondération suivants :

- |  |           |
|--|-----------|
| 1. Le prix des prestations             | 50 points |
| 2. La valeur technique des prestations | 40 points |
| 3. Le délai d'exécution                | 10 points |

La note sur 100 sera établie sur le principe suivant :

- Prix des prestations :  
L'offre la moins disante aura la note de 50 points, la note des autres candidats sera proportionnelle à cette note :  $50 \times (1 - (\text{offre du candidat} - \text{offre du moins disant}) / (2 \times \text{offre du moins disant}))$
- Valeur technique des prestations :
  - Une note décrivant l'entreprise, les moyens humains et matériels, les certifications (Labels, etc...), et des références similaires sur les 5 dernières années (6 points) ;
  - Une note concernant la méthodologie, les procédés, les moyens d'exécution et le plan d'assurance qualité envisagés (9 points) ;
  - Une note indiquant les mesures prévues pour assurer la protection de l'environnement et le plan de gestion des déchets (8 points) ;
  - Une note concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants (8 points) ;
  - Un planning avec le phasage, les ressources humaines et matérielles affectées pour la bonne exécution de ce chantier et un engagement écrit sur le respect de la date de fin des travaux (9 points).
- Délais : (Délai de l'entreprise le plus rapide divisé par le délai proposé par le candidat) multiplié par 10. Les délais seront appréciés sur la base du planning et devront être corrélés avec la note de phasage et de ressources. Tout délai anormalement bas non justifié aura une note de 0 points. Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution, sa durée est de 14 jours calendaires maximum.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant des DPGF sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ces DPGF seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié des DPGF qui sera pris en considération.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le décisionnaire se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaire lors de l'examen des offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat ait produit les documents justificatifs de preuve de l'absence de motifs d'exclusion visés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique, ainsi que les documents visés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats pour vérifier leurs capacités techniques, financières et professionnelles.

## ARTICLE 5: COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de consultation des entreprises est constitué de 3 bordereaux dont le contenu est le suivant :

### **Bordereau 1 – Conditions d'appel à la concurrence**

- 1.1. Règlement de la Consultation

### **Bordereau 2 – Pièces constitutives du marché**

- 2.1 Acte d'engagement
- 2.2 C.C.A.P
- 2.3 C.C.T.P
- 2.4 DPGF
- 2.5 Charte Chantier Propre

### **Bordereau 3 – Pièces destinées à l'intelligence du dossier**

- 3.1. Plan de situation
- 3.2. Plan topographique
- 3.3. Plan de masse
- 3.4. Plan de plantation

## ARTICLE 6: CONDITIONS DE RETRAIT DES DOSSIERS

En application des articles R2132-2 et 3 du code précité, en complément des modalités classiques de déroulement de la consultation les candidats ont la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité sur le profil acheteur, accessible depuis l'adresse : <https://demat-ampa.fr>

L'avis public d'appel à candidatures est en accès libre sur ce site. L'obtention des autres documents composant le dossier, est soumise à identification (création d'un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un couple identifiant/mot de passe).

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la commune, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), word, excel, powerpoint et/ou les fichiers compressés au format Zip (.zip), dwg (autocad), .tif.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

Par ailleurs, le fait qu'un opérateur économique ait consulté ou obtenu par voie électronique les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse adresser sa candidature et son offre.

## ARTICLE 7: CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres.

En application des articles R2132-7 du Code de la Commande Publique, les réponses électroniques sont **obligatoires** pour la présente publication, à l'adresse suivante : <https://www.demat-ampa.fr>

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.demat-ampa.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **ATTENTION**

**Les plis seront « hors délai » si leur téléchargement se termine après la date et heure limite. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt.**

### **ARTICLE 8: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours ouvrés au plus tard avant la date limite de réception des offres

### **ARTICLE 9: SUITE A DONNER A LA CONSULTATION**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats les mieux classés.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation pourra se dérouler par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres négociées remises lors d'une seule phase de négociation.

Les éléments de la négociation seront communiqués aux candidats sélectionnés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>.

Dans le cas d'une négociation, une nouvelle offre sera demandée dans un délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur et similaire pour tous les candidats invités à la négociation.

Dans le cas d'une modification financière de l'offre, celle-ci fera l'objet d'un nouvel acte d'engagement et d'une nouvelle DPGF, et le délai de validité des offres sera décompté à partir de la date de remise des offres définitives fixée par le représentant du pouvoir adjudicateur aux candidats admis à négocier. Le représentant du pouvoir adjudicateur jugera les nouvelles offres selon les critères de jugement des offres énumérés à l'article 4 du présent document, et feront l'objet d'un classement.

### **ARTICLE 10 : RECOURS**

- Instance chargée des procédures de recours :

Le tribunal administratif territorialement compétent est le :

**Tribunal Administratif de Pau**  
Villa Noulibos – 50, Cours Lyautey  
64010 Pau CEDEX  
Mail : [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)  
Tél : 05 59 84 94 40 / Fax : 05 59 02 49 93  
Adresse internet (URL) : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>

- Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel :

Le Président du tribunal administratif peut être saisi à tout moment avant la signature du contrat article L.551 – 1 du Code de justice administrative),

- Référé suspension (article L.521-1 du Code de justice administrative) avant la signature du marché

- Référé contractuel :

A compter de la signature du marché conformément aux articles L.551-13 et R.551-10 du Code de justice administrative dans un délai de trente et un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché.

- Recours pour excès de pouvoir :

(Articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative) : dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché public ou de l'accord-cadre.

- Recours en annulation :

Délai de deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique par des mesures de publicité appropriée.

- Recours en contestation de validité du contrat :

Ouvert aux candidats évincés et à tout tiers au contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du marché.

- Organe chargé des procédures de médiation :

CCIRA (Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés Publics)

**CCIRA**  
103 bis rue de Belleville  
BP 952  
33 063 BORDEAUX cedex  
Tél : 05 57 01 97 50 ou (51)

## ANNEXE

### **ATTESTATION SUR L'HONNEUR D'UN CANDIDAT À UN MARCHÉ PUBLIC**

Je soussigné,

Nom et prénom :	
<b>Agissant en mon nom personnel ou pour le nom et le compte de la société :</b> (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Ou Domicilié à :	
Téléphone :	
Courriel :	
N° d'identité de l'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

Atteste sur l'honneur n'entrer dans aucune des exclusions de plein droit pour la participation à un marché public, lesquelles sont mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du Code Pénal : les articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1.
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code Général des Impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations m'incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles à cette date, ou m'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 640-1 du Code de Commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L.653-8 du Code de Commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du Code de Commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre mon activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une sanction pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L.8221-1, 3 et 5, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et 2 du Code du Travail, ou d'une condamnation au titre de l'article L.1146-1 de ce même code ou de l'article 225-1 du Code Pénal ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- ne pas avoir été condamné au titre du 5° de l'article 131-39 du Code Pénal, à l'exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de 5 ans au plus,
- ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L.8272-4 du Code du Travail.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_,

Le candidat,  
(Nom, qualité, signature).